

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article3034>



Un premier Mai mémorable

- SNES académique de Dijon - Départements - Nièvre - Actualités -



Publication date: samedi 2 mai 2009

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Les quatre manifestations organisées pour la première dans la Nièvre à Nevers, Cosnes, Decize et Clamecy ont regroupées largement plus de 5000 personnes. C'est une participation en forte augmentation par rapport aux premiers mai précédents dans le département. Malgré le long weekend, le nivernais sont fortement descendus dans la rue poursuivant ainsi les mouvements sociaux engagés dans cette période de crise où la politique du gouvernement au lieu de juguler la montée du chômage préfère poursuivre avec la même politique où l'emploi n'est pas la priorité : intervention de l'état sans garanti sur le maintient des emplois dans le privé, suppression de 30000 emplois dans la fonction publique, aucune relance de l'économie par l'augmentation du pouvoir d'achat.



Ce premier mai a été le point de convergence de ces mouvements : salariés des entreprises touchés par des plans socio : Look, Valeo ou Henkel, intérimaire au chômage, enseignement supérieur (ISAT et IUFM) contre les réformes, retraités.....



Pour le SNES-FSU, ce premier réussi doit appeler une suite, l'intersyndicale nationale doit se rencontrer lundi soir.

Discours unitaire

Nous sommes à nouveau rassemblés avec une mobilisation exceptionnelle que traduisent les 280 lieux de rassemblements et de manifestations prévus. Nous sommes à nouveau rassemblés avec une mobilisation exceptionnelle que traduisent les 280 lieux de rassemblements et de manifestations prévus.

Le premier mai ! Jour férié mais aussi et surtout jour de lutte pour tous les travailleurs. Le 1er mai a toujours été un moment de convergence des luttes, des revendications, et des aspirations au progrès social.

Et c'est encore plus vrai aujourd'hui avec l'appel des 8 organisations syndicales, il prend une dimension historique, forte de colère, d'indignation :

– Comment accepter que les plus grandes entreprises qui ont réalisé en 2008 autant de profit qu'en 2007, et surtout quand elles bénéficient d'argent public, distribuent des dividendes aux actionnaires, donnent des primes à-tout-va à leurs dirigeants et se refusent à toute augmentation du SMIC et des bas salaires ?

L'augmentation vertigineuse du chômage, du nombre de jeunes privés d'emploi, la recrudescence des délocalisations, l'utilisation abusive du chômage partiel, contribuent à amplifier la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

– Comment accepter de voir chaque mois des dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires et un gouvernement maintenir contre tous son paquet fiscal et les exonérations pour les heures supplémentaires ?

– Comment accepter de voir l'Etat employeur supprimer 30 000 emplois de fonctionnaires et faire des services publics et de ses personnels la variable d'ajustement du déficit public ? Depuis la fin 2008 partout les mobilisations se développent : éducation, luttes des DOM, chercheurs universitaires, travailleurs hospitaliers, de l'automobile, salariés victimes du chômage... Toutes ces mobilisations se heurtent à l'intransigeance du patronat et du gouvernement. D'ailleurs il est inacceptable de traiter d'assassins, de terroristes potentiels des salariés qui, voyant leur vie brisée, leur avenir s'écrouler ont retenu quelques heures leurs patrons pour obtenir des négociations.

Et les réponses apportées par le Président de la République ne correspondent ni aux revendications des salariés ni à l'urgence de la situation sociale ni aux responsabilités de l'Etat employeur. Au contraire, les seules propositions sont encore d'octroyer des aides aux entreprises pendant que le MEDEF se raidit dans son opposition à toute augmentation de salaire. Ressortir du tiroir un projet de loi sur le travail du dimanche n'est certainement pas non plus la solution.

De toute évidence, ils se refusent à prendre en compte la mesure des effets de la crise. La nature et l'ampleur des revendications portées le 29 janvier et le 19 mars ont été méprisées.

Les mesurettees annoncées après la première manifestation ont été bénéfiques ponctuellement pour quelques salariés, mais n'ont en aucune façon permis de répondre à l'ampleur des défis posés par la crise actuelle.

C'est le rapport de force que nous construisons, c'est le front uni des organisations et des salariés du Public et du Privé, salariés des grandes comme des petites entreprises, des chômeurs et des retraités, qui forcera le Président de la République et son gouvernement, le patronat à opérer d'autres choix.

- pour défendre l'emploi privé et public ;
- pour lutter contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales ;
- pour exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- pour défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

EXIGEONS DE CHANGER DE CAP !

– **Changer de cap** pour l'emploi, c'est utiliser toutes les solutions pour maintenir les salariés dans l'emploi, c'est taxer les entreprises qui licencient outrageusement.

– **Changer de cap**, c'est permettre à chaque salarié touché par le chômage ou une baisse d'activité de se former en maintenant son salaire.

– **Changer de cap**, c'est développer l'emploi dans les fonctions publiques en rétablissant les emplois supprimés et en donnant les moyens aux services publics d'assurer les missions de demain.

– **Changer de cap** c'est mettre en place une véritable réforme fiscale, plus juste, plus progressive... C'est en finir avec le bouclier fiscal et les exonérations qui mettent à mal les solidarités et accroissent les inégalités. Partout, dans chaque entreprise, dans tous les services publics, sur les chantiers, dans tous les bureaux, dans les sections syndicales, le dialogue doit s'ouvrir. Le temps est venu de débattre, de construire, de revendiquer et de lutter ensemble.

Un premier Mai mémorable

- Parce qu'il y a des urgences : La réponse aux besoins des salariés confrontés à la crise doit être immédiate. Nous exigeons de stopper l'hémorragie des licenciements et d'accompagner les jeunes vers l'emploi.
 - Parce qu'il y a des priorités : il faut réellement soutenir le pouvoir d'achat pour éviter que des salariés mal payés ne basculent dans la pauvreté. Pour cela il faut augmenter les bas salaires, les pensions et les minimas sociaux !
 - Parce qu'il y a des drames sociaux, il est impératif de renforcer les aides au logement, aux transports, à la préservation de la santé. - Parce que les responsables n'ont pas été capables d'éviter la crise, il faut repenser la responsabilité des entreprises, réviser la redistribution des richesses entre les actionnaires et les salariés ainsi que la rémunération des managers.
 - Parce que les politiques européennes n'ont pas jugulé la crise, que l'union européenne libérale n'a toujours pas trouvé de réponse coordonnée et qu'il est évident que la crise ne peut se résoudre à l'échelle nationale, nous exigeons une réglementation de la sphère financière internationale, une Europe qui soit enfin sociale et au service de tous. Notre seul objectif aujourd'hui c'est l'obtention de mesures concrètes et durables soutenant réellement les salariés face à la crise.
- Notre mobilisation, notre combat syndical doivent permettre de nous faire entendre.

Et parce que le premier mai est l'occasion de rappeler notre soutien aux luttes des travailleurs partout dans le monde, nous voulons vous informer de la situation dans la république démocratique du Congo où 3 syndicalistes ont été arrêtés arbitrairement et pour l'un d'entre eux torturé. Comme des milliers d'autres dans le monde. Je vous demande d'avoir une pensée pour eux et de ne jamais oublier que le droit de grève, que les libertés syndicales et civiques ne sont toujours pas une réalité dans le monde et qu'il faut continuer à se battre pour les obtenir, pour les arracher, pour les sauvegarder, même chez nous.

**Ensemble, aujourd'hui pour le 1er mai, et
demain pour la satisfaction de nos
revendications porteuses d'avenir pour le
monde du travail !...**